

Pour un nouvel ordre de la sécurité : de l'insécurité partagée à la sécurité partenaire

Jacques Le Dauphin*

Le droit de vivre en sécurité a été de tous temps une aspiration légitime des peuples. mais n'assiste-t-on pas aujourd'hui à une transformation profonde de la perception du besoin de sécurité ? Si tel est bien le cas une force nouvelle et considérable serait susceptible de modifier nombre de paramètres. Un nouveau mode de sécurité - enjeu contemporain de civilisation - serait à la portée de la communauté internationale.

On se gardera toutefois de sous-estimer les difficultés à surmonter, l'ampleur et la complexité des dynamiques à mettre en mouvement. Rien n'est acquis.

Un nouveau mode de sécurité : C'est une alternative à construire, une alternative d'avenir de longue haleine; mais ne convient-il pas dès aujourd'hui d'amorcer le processus, en se dégageant progressivement des carcans qui enferment l'approche sécuritaire.

Ces carcans, ce sont principalement les dominations exercées par les pays les plus puissants sur d'autres plus faibles, c'est l'ordre militaire qui tend à les maintenir et à les développer entraînant dans leur sillage une militarisation de la planète.

Dès que l'on remet en cause l'ordre militaire on entend des voix s'élever : «Mais ça fait des siècles que le militaire garantit la sécurité !». C'est vrai, du moins ce fut perçu comme tel par les nations et les peuples. «La guerre», forme supérieure d'insécurité, n'était-elle pas, comme la définissait le général prussien Karl Clausewitz, «la continuation de la politique par d'autres moyens». Dans une évolution où la paix n'était envisagée que comme une parenthèse plus ou moins longue entre les conflits, il n'y avait rien de surprenant à penser la garantie de sa sécurité par la dissuasion armée ou la riposte militaire à un agresseur éventuel. L'adage émis dès le IV^e siècle par Vegece : «Si tu veux la paix, prépare la guerre», fut entendu et répété des siècles durant.

On peut constater postérieurement que la sécurité ne fut garantie d'aucune façon.

Pour s'en tenir au siècle qui s'achève, il a été particulièrement fertile en guerres de toutes sortes. Il aura même eu le triste privilège dans l'histoire d'y voir figurer deux conflits mondiaux de grande envergure portant la guerre et ses conséquences à des niveaux jamais atteints. Durant ces périodes l'insécurité mondiale fut totale.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale on aurait pu penser que l'expérience acquise et la nouvelle situation entraîneraient une révision complète des politiques de défense, une réduction drastique des arsenaux, inciteraient à rechercher la sécurité par d'autres voies que celles des politiques de force qui avaient fait faillite. La charte constitutive de l'ONU ne débutait-elle pas par ces mots : «Nous, peuples des Nations unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre...».

Or les puissances braquèrent de nouveau leurs regards sur les perspectives d'un nouveau conflit international. Certes l'existence de deux blocs antagonistes changeait les paramètres, mais l'orientation demeurerait la même. Une orientation que l'on peut définir ainsi : ne pas laisser un adversaire potentiel disposer d'une force supérieure à celle dont on dispose. Ce fut durant des décennies une période de «guerre froide» au cours de laquelle sous le prétexte d'une dissuasion réciproque, les deux pôles s'engagèrent dans une gigantesque accumulation d'armements, en premier lieu nucléaires. Ce stock impressionnant d'armes de destruction massive bien que présenté comme un «équilibre de la terreur dissuasif» fit peser, dès lors, des menaces jusque y compris pour la survie du monde.

Certes au cours de cette période aucun conflit majeur n'est intervenu. Est-ce dû à la dissuasion ou plutôt à la chance? Il reste que les guerres baptisées cyniquement «secondaires» se sont, elles, multipliées de par le monde avec près de vingt-cinq millions de morts. On notera aussi que durant cette période la décolonisation ne fut obtenue par les peuples concernés, du moins dans une première phase, que par les armes à la main.

Les bouleversements intervenus au début de cette décennie ont changé de nouveau la donne. Mais si la guerre froide est close, les manières de voir, de penser ont quelque peine à évoluer au rythme des changements survenus.

La stratégie de dissuasion bipolaire s'est évanouie et pourtant bien que limités par des traités et quelques mesures partielles des stocks très importants d'armes nucléaires subsistent, leur prolifération constitue toujours une menace, des armes nouvelles sont expérimentées. Un bloc militaire comme l'OTAN se renforce et s'élargit. Les «stratèges» qui tentent de justifier par de nouvelles menaces le maintien en état des armements fleurissent à nouveau. Certains donnent même dans la fiction catastrophe en imaginant les guerres potentielles du siècle prochain. La philosophie qui soutient cette attitude se résume dans l'idée que les mécanismes qui ont suscité des agressions par le passé continuent d'exister.

Le monde d'aujourd'hui est certes instable et dangereux, mais son insécurité grandit alors qu'il regorge déjà d'armes de toutes sortes. On peut dire que les armes de plus en plus sophistiquées et leur scandaleuse commercialisation sont des facteurs, et non des moindres, de cette insécurité.

Des conflits le plus souvent intra-étatiques se multiplient. Prétendant y faire face, les opérations, au demeurant généreuses, de maintien de la paix arrivent après coup et d'expérience ne règlent rien. D'autant que de nobles missions à caractère humanitaire peuvent se confondre avec de basses œuvres stratégiques. Nous ajouterons que le commerce des armes sert à aggraver les conflits que l'on cherche par ailleurs à apaiser.

Nombre de défis non militaires à la sécurité font irruption : asymétrie, le déséquilibre, l'injustice à l'échelle mondiale. Dans de nombreuses régions du monde, le cercle vicieux analphabétisme-pauvreté-surpopulation fonde l'insécurité radicale, celle de la faim, de la misère, du désespoir. Les armes apparaissent bien précaires et surtout éthiquement insoutenables vis-à-vis de l'homme démuné, de sa

colère, de son aspiration au mieux être. L'exclusion est aujourd'hui un élément majeur d'insécurité.

Le désordre semble régner dans le monde d'aujourd'hui. Des analystes parlent de «géopolitique du chaos». On nous présente souvent l'exclusion, les disparités et par là même les crises de toutes sortes comme le reflet du monde moderne marqué par la mondialisation. Les conséquences d'une mondialisation mythiques nous sont présentées comme des sortes de catastrophes naturelles vis-à-vis desquelles nous serions totalement démunis. Alors, dans un monde aussi instable, incertain ne convient-il pas - disent certains stratèges - d'être dotés des moyens militaires pour faire face à toute éventualité ? Ainsi, si nous les suivons, on conserverait intacte pour le XXI^e siècle une conception qui a prévalu depuis le moyen-âge. Il est clair que dans ces analyses tous les paramètres de la situation sont loin d'être pris en compte.

Au-delà de la période historique traitée, la démarche du Manifeste de Marx et Engels nous apparaît stimulante pour la réflexion. Elle nous invite à un constat lucide du monde actuel acceptant la complexité de la réalité mais ne confondant pas les tendances dominantes d'aujourd'hui avec le futur; à un discernement des contradictions qui minent l'ordre existant et qui poussent à son nécessaire dépassement; aux possibilités d'investir ces contradictions pour le promouvoir. Autant d'enseignements qui, sans être exhaustifs, apparaissent comme des résultantes précieuses d'une lecture attentive du Manifeste.

Comment évoluer de l'insécurité partagée à une sécurité collective bâtie en commun ? Nous ne prétendons nullement défricher un terrain vierge. Les études ne manquent pas. Des analyses sérieuses ont été réalisées, avec parfois des approches très différentes, des propositions ont été formulées. Certaines partagées sont reprises ici.

Tout d'abord, première question, est-ce possible ? Des doutes sont exprimés. Il est incontestable que des obstacles sérieux sont à surmonter mais une vision écrasante, fataliste du monde actuel et futur où l'idée même de progrès serait en crise est irrecevable et bien peu réaliste.

Au regard des graves menaces qui pèsent sur la sécurité par le biais de l'exclusion, des inégalités, de la misère que nous avons évoqués plus haut, la puissance des sociétés transnationales, des marchés financiers rendrait-elle vaine toute maîtrise y compris au niveau de l'Etat?

S'il est vrai que la globalisation des grandes firmes, leur constitution en réseaux techno-financier et les divers moyens de domination dont elles disposent constituent des obstacles redoutables à tout changement réel, convient-il dans le même temps de bien voir que ces sociétés ne sont ce qu'elles sont que grâce à l'intervention active des Etats, en premier lieu les plus puissants. C'est vrai tout particulièrement pour les Etats-Unis qui présentent dominant les cinq sphères de la puissance : politique, économique, militaire, technologique et culturelle. Ces Etats puissants regroupés au sein du G7 ne sont pas dépourvus de moyens pour maîtriser les mouvements de capitaux, le marché et les échanges. Ils peuvent même désarmer la puissance financière. Convient-il bien sûr qu'ils en aient la volonté,

mais ces Etats constituent des lieux bien définis pour exercer les pressions. D'autant que les contradictions s'exacerbent face aux volontés hégémoniques, faisant grandir la nécessité de construire d'autres types de rapports internationaux, des relations plus justes, plus équilibrées.

Les enjeux d'une sécurité durable concernent à la fois chaque pays, chaque région du globe, la communauté internationale dans son ensemble. Ils sont de portée universelle. Les enjeux principaux interdépendants sont bien connus, ils ont pour nom : développement durable, désarmement, sauvegarde de l'environnement, équité dans les relations entre Etats, garantie de la souveraineté, mesures de confiance, coopérations pacifiques, prévention des conflits...

La sortie de l'ordre militaire participe d'évidence à la promotion de ces objectifs. D'abord parce que les enjeux de sécurité que nous venons de citer ne relèvent pas du militaire . On ne s'attaque pas de la même façon à un adversaire traditionnel et aux vraies menaces de notre temps. La sortie de l'ordre militaire constitue aussi une démarche susceptible de remettre en cause les moyens d'exercer des politiques d'hégémonie, de domination. C'est aussi une incitation à trouver d'autres voies que la force pour régler des situations conflictuelles. Dépasser une conception purement militaire de la sécurité n'est-ce pas remettre en question une approche dépassée ? Une véritable sécurité ne peut plus être aujourd'hui envisagée contre d'autres mais avec d'autres. Une sécurité réelle ne peut se concevoir que comme collective, solidaire, commune. Et pour sa promotion ajoutons qu'elle se doit d'être partenaire.

Dans une telle perspective, une stratégie de prévention des conflits est à promouvoir. Ce serait, comme le souligne Federico Major, directeur général de l'UNESCO, «une véritable victoire à la mesure des facultés propres à l'être humain».

Sans se masquer la difficulté de l'entreprise, cela nécessite de dépasser une vue empirique des conflits en cours ou à venir. Ils ne sont pas imprévisibles. Tous relèvent de phénomènes identitaires parfaitement connus. Les profondes inégalités déjà développées en sont une cause majeure. Nul n'ignore que l'avènement de régimes nationalistes, militaristes et agressifs ou le développement de conflits intra-étatiques ne soient dus à des frustrations identitaires collectives. Il existe des moyens d'agir sur les causes pour empêcher leur développement. Le sujet été balisé par de nombreuses études en particulier celles de Maurice Bertrand, un expert qui a travaillé pour l'ONU.

La communauté internationale n'est pas dépourvue d'indices révélateurs pour diagnostiquer les situations pré-conflictuelles, afin d'intervenir économiquement, diplomatiquement, politiquement longtemps à l'avance.

En résumé nous pourrions dire que la sortie de l'ordre militaire sous-tend notamment :

- de battre en brèche le faux réalisme en vertu duquel les guerres seraient une fatalité à laquelle aucune société ne pourrait échapper;
- le renversement de la course aux armements et son remplacement par un système généralisé de maîtrise et de réduction des armements, en particulier nucléaire;

- de dépasser l'argumentation que les menaces militaires serait imprévisibles;
- de prendre en compte la sécurité globale dans toutes ses dimensions, laquelle doit répondre pour l'essentiel à des menaces non-militaires, en favorisant la coopération économique dans l'intérêt de tous les partenaires;
- la promotion d'un nouvel internationalisme pour une sécurité partenaire.

Un nouvel ordre de la sécurité établi sur ces bases peut sembler à priori relever de l'incantation. Prétendre changer le cours de l'histoire en vigueur depuis des siècles peut apparaître comme une ambition démesurée. C'est vrai, c'est ambitieux. Pourtant ne sommes-nous pas à un moment de civilisation où il est possible d'opérer le tournant vers une architecture de sécurité fondée sur le droit de l'être humain à la paix et sur des interventions partenaires face aux défis contemporains du monde?

Une telle ambition appelle d'évidence des institutions internationales adaptées. Peut-être convient-il d'en promouvoir, mais déjà l'ONU, l'OSCE pour le continent européen disposent avec la Charte des Nations unies, les Principes d'Helsinki, de textes fondateurs particulièrement précieux. Leur rénovation peut sans doute leur permettre de jouer ce rôle. Chaque Etat grand et petit, peut y intervenir.

Un expert posait récemment la question : "Le temps où l'on pouvait disjoindre la réflexion sur la sécurité de la connaissance de l'état de l'opinion publique dans toutes ses dimensions n'est-il pas révolu ?" Nous pensons qu'il a non seulement raison mais qu'il faut aller encore plus loin.

Ne s'agit-il pas de considérer l'opinion comme une collectivité citoyenne, comme une capacité d'action, d'intervention, d'initiatives de décision, comme un partenaire majeur, un levier opérationnel dans la définition et la mise en œuvre d'une politique de sécurité ? En résumé, l'intervention citoyenne comme vecteur d'évolution.

* Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix.